

Bulletin de veille

du 31 mai au 4 juin 2021

Sélection d'articles et de rapports sur
la conjoncture, les grandes questions
macroéconomiques et des
secteurs stratégiques

Rexecode

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
 - Energie & matières premières
 - Construction – immobilier
 - Industrie – Services
 - Télécommunications
 - Transport
 - Environnement

- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

INTERNATIONAL

National Institute Global Economic Outlook - Our Vaccine Debt

NATIONAL INSTITUTE OF ECONOMIC AND SOCIAL RESEARCH

2021, Series B. No. 2, printemps, 49 p.

Nouvelle formule de présentation des résultats des prévisions à moyen terme (faites à l'aide du modèle NIGEM). Examen de la conjoncture économique dans le monde et prévisions pour les Etats-Unis, le Canada, le Japon, les BRIC, l'Europe (en particulier Allemagne, France, Italie, Espagne) à court et moyen terme (2027). Deux dossiers thématiques complètent cette édition : modélisation de l'impact de l'American Rescue Plan à l'aide de NiGEM et Retombées financières du plan de sauvetage américain ARP sur les marchés émergents.

https://www.niesr.ac.uk/publications/search?f%5B0%5D=field_publication_types%3A1650

Perspectives économiques 2021-2022 - Tour du monde de la situation conjoncturelle (Monde) - Le temps de la reprise (France)

REVUE DE L'OFCE 2021, N°172, mai,

L'OFCE réalise deux fois par an, au printemps et à l'automne, des prévisions à court terme pour l'économie mondiale par grandes zones, la zone euro et la France. Une version courte de ces prévisions est publiée dans la publication "les notes". Les prévisions sont d'abord présentées en conférence de presse (publication d'un résumé) puis publiées dans la Revue avec des dossiers thématiques.

<https://www.ofce.sciences-po.fr/indic&prev/prevision.php> - Accès public : <http://www.ofce.sciences-po.fr/index.php>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

EY Attractiveness Survey Europe 2021 : Foreign investors back Europe, but is Europe back?

BAROMETRE DE L'ATTRACTIVITE EUROPEENNE (EY) 2021, juin, 54 p.

La crise du COVID-19 a entraîné une baisse de 13% en 2020 des investissements étrangers en Europe. Les investissements devraient rebondir cette année, les investisseurs relançant des projets mis en pause en 2020 : 40 % d'entre eux visent à établir ou à étendre leurs activités en Europe au cours de l'année prochaine, contre seulement 27 % au début de 2020. Dans ce contexte de volatilité, les investissements en Europe sont relativement résilients. La crise du COVID-19 a cependant mis en évidence l'importance d'un certain nombre de facteurs qui influencent les décisions de localisation. Les données de l'enquête sur l'attractivité de l'Europe 2021 révèlent que 9 entreprises sur 10 considèrent la durabilité environnementale comme un facteur important qui détermine leur stratégie d'investissement.

https://www.ey.com/en_gl/attractiveness/21/foreign-investors-back-europe-but-is-europe-back

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE _ FINANCES PUBLIQUES



Observatoire européen de la fiscalité / EU Tax Observatory

OBSERVATOIRE EUROPEEN DE LA FISCALITE

ZUCMAN, Gabriel

01/06/2021

L'Observatoire européen de la fiscalité a été créé en mars 2021 à PSE-Ecole d'économie de Paris, grâce à un financement de l'Union Européenne. L'EU Tax Observatory, hébergé à Paris School of Economics (PSE) et dirigé par Gabriel Zucman, vise à mener et diffuser des recherches innovantes et de haute qualité scientifique sur la fiscalité de l'UE. L'Observatoire entend également favoriser un débat démocratique et inclusif sur l'avenir de la fiscalité dans l'UE (en particulier concernant la fiscalité sur les entreprises). L'objectif est de contribuer à l'émergence de nouvelles propositions pratiques visant à mieux relever les défis budgétaires que posent la mondialisation, et auxquels font face notamment chaque Etat Membre et l'UE, en particulier ceux liés à l'évasion et à la fraude fiscales.

L'Observatoire européen de la fiscalité maintient une base de données libre d'accès sur ses sujets d'études, en particulier sur l'évasion, l'optimisation et la fraude fiscales en Europe. Ce "Public Repository" liste et résume une série d'études sur ces sujets, en détaillant la source (FMI, Journal of Public Economics, Journal of Accounting Research, etc.) et la méthodologie, avec un lien vers le document. - <https://www.taxobservatory.eu/>

Collecting the tax deficit of multinational companies: simulations for the European Union

OBSERVATOIRE EUROPEEN DE LA FISCALITE

BARAKE, Mona _ CHOUC, Paul-Emmanuel _ NEEF, Theresa _ ZUCMAN, Gabriel

2021, juin, 59 p.

Le rapport évalue le montant des recettes fiscales que l'UE pourrait lever en créant un impôt minimum sur les bénéficiaires des entreprises multinationales. Il envisage plusieurs scénarios pour l'imposition d'une telle taxe – allant d'un accord fiscal international à des mesures unilatérales – et une gamme de taux. Pour l'observatoire, un taux minimum de 15 % serait trop faible et ne rapporterait que 50 milliards d'euros aux pays de l'Union européenne.

Un accord international sur un taux minimum de 25% permettrait à l'UE d'augmenter ses recettes fiscales de 170 milliards en 2021 (dont 26 Mrds pour la France), soit une augmentation de 50% des recettes de l'impôt sur les sociétés perçues aujourd'hui. Un pays de l'UE qui choisirait unilatéralement de soumettre ses multinationales à un taux minimum de 25% et taxerait une partie du déficit fiscal des entreprises non-résidentes accédant à son marché augmenterait ses recettes d'impôt sur les sociétés d'environ 70%. - <https://www.taxobservatory.eu/publications/>

FRANCE

Baromètre de l'attractivité de la France 2021 - La France dans la course

BAROMETRE DE L'ATTRACTIVITE DU SITE FRANCE 2021, 7 juin, 66 p.

Analyse des implantations réalisées en France en 2020 et de l'image de la France auprès des décideurs internationaux. La France a conservé son rang de première destination européenne pour les investissements étrangers, malgré une baisse de 18 % des projets d'IDE accueillis en 2020. Plus de la moitié des dirigeants pourraient relocaliser des activités en France à l'avenir, mais seuls 18% le prévoient au cours des prochains mois. 74% des investisseurs étrangers estiment que l'attractivité de la France va s'améliorer d'ici 2025.

https://www.ey.com/fr_fr/attractiveness/barometre-de-l-attractivite-de-la-france-2021/la-france-dans-la-course

Indice d'attractivité du territoire : huitième édition

CONSEILLERS DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE _ EUROGROUP CONSULTING

2021, avril, 20 p.

Depuis 2013, les CCE, en collaboration avec Eurogroup Consulting, mesurent l'attractivité du territoire français depuis l'étranger. 2000 chefs d'entreprises répartis dans 152 pays se sont prononcés sur ce qu'ils pensent de la France en tant qu'investisseurs. Menée dans le contexte de la crise sanitaire mondiale, cette 8ème édition souligne la stabilité de l'attractivité de la France.

A près de 63,3 points, l'indice d'attractivité de la France atteint l'un de ses plus hauts niveaux depuis 2015. Ces résultats traduisent l'excellent accueil qui est fait aux mesures gouvernementales de poursuite de la baisse de la fiscalité, de soutien à l'innovation et à la numérisation contenues dans le plan de relance. Les attentes des investisseurs étrangers vis-à-vis de l'exécutif sont plus fortes que jamais, pour autant, la prudence est palpable dans les rangs des investisseurs qui doutent des capacités de l'Etat à mettre en œuvre les mesures annoncées dans certains domaines : le financement de l'innovation (selon 82% des interrogés), la numérisation (76%) ou encore la transition énergétique (62%).

<https://www.eurogroupconsulting.com/fr/actualites/publications/indice-dattractivite-du-territoire-2021/>

Perspectives économiques 2021-2022 - Tour du monde de la situation conjoncturelle (Monde) - Le temps de la reprise (France)

REVUE DE L'OFCE 2021, N°172, mai,

L'OFCE réalise deux fois par an, au printemps et à l'automne, des prévisions à court terme pour l'économie mondiale par grandes zones, la zone euro et la France. Une version courte de ces prévisions est publiée dans la publication "les notes". Les prévisions sont d'abord présentées en conférence de presse (publication d'un résumé) puis publiées dans la Revue avec des dossiers thématiques.

<https://www.ofce.sciences-po.fr/indic&prev/prevision.php> - Accès public : <http://www.ofce.sciences-po.fr/index.php>

L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des entreprises et des ménages en avril 2021

BANQUE DE FRANCE
2021, mai, 5 p.

La note met à jour chaque mois la "photographie" de la situation financière des ménages et des entreprises à partir des statistiques monétaires et financières mensuelles de la Banque de France.

→ 1er juin :

- Sur les trois premiers mois de l'année, la dette brute des entreprises (SNF) augmente de 5 Mrds€ et leur trésorerie de 11 Mrds. La dette nette (différence entre la dette brute et la trésorerie) diminue donc de 6 Mrds. En cumul, entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021, la dette nette est restée quasi stable.

- De janvier à avril 2021, le cumul du total des placements financiers des ménages est estimé à 81 Mrds€ et est, comme en 2020, concentré sur les dépôts bancaires (41 Mrds). En dépit de la fermeture des commerces non essentiels en avril, les flux d'épargne financière n'ont pas marqué d'augmentation notable ce mois-là par rapport aux trois mois précédents.

- En cumul, entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021, le surplus d'épargne financière des ménages (différence entre les flux d'épargne financière observés et les flux qu'on aurait obtenus en prolongeant la tendance pré-Covid), serait de 142 Mrds€ après 115 Mrds à fin 2020.

<https://www.banque-france.fr/communique-de-presse/limpact-de-la-crise-du-covid-19-sur-la-situation-financiere-des-menages-et-des-entreprises>

FRANCE _ ENTREPRISE & SECTEURS

La durée d'utilisation des équipements recule fortement en 2020, dans un contexte de recours inédit au télétravail – Résultats de l'enquête menée par la Banque de France en septembre 2020

BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE 2021, N°235-4, juin, 14 p.

Résumé des résultats de l'enquête Banque de France sur la durée d'utilisation des équipements (DUE) dans l'industrie. Cette enquête apporte des informations sur l'évolution sectorielle, les modalités retenues pour augmenter la durée d'utilisation des équipements, les obstacles à cette augmentation et les possibilités d'accroissement de la production dans des limites rentables.

En 2020, la DUE a diminué de 4,9% dans l'industrie manufacturière. Cette baisse, comparable à celle de l'indice de la production industrielle, traduit les ajustements effectués par les entreprises face au choc lié à la situation sanitaire. Le recours au télétravail a fortement augmenté, en particulier dans les grandes entreprises. La mise en œuvre accélérée du télétravail a entraîné un accroissement imprévu des investissements des entreprises durant le premier confinement. Le recours à cette pratique resterait, à l'avenir, durablement plus élevé qu'avant la crise et aurait un impact sur l'investissement et sur l'immobilier d'entreprise.

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france>

Evolution de la création d'entreprise sur longue période : janvier 2000 - avril 2021

OBSERVATOIRE DE LA CREATION D'ENTREPRISE (BPIFRANCE)
2021, mai, 11 p.

Le document est consacré à la dynamique entrepreneuriale en France sur longue période et sa sensibilité à la conjoncture économique. Une comparaison des 4 périodes de crise prolongée avec la situation actuelle liée à la crise sanitaire est également étudiée (éclatement de la bulle internet et krach boursier 2001, crise financière 2008-2009, crise de la dette souveraine en zone euro à partir de 2010, Gilets jaunes et Covid-19 en 2019-2021).

→ Document mis à jour mensuellement

<https://bpifrance-creation.fr/institutionnel/observatoire-de-bpifrance-creation>

FRANCE _ INDUSTRIE

Coût des consommations intermédiaires : l'industrie française reprend pied face à l'Allemagne

GRANIER, Caroline

SYNTHESES DE LA FABRIQUE (Fabrique de l'Industrie) 2021, N°9, juin, 4 p.

Le coût des consommations intermédiaires en France, en particulier celui des services, a été pointé à juste titre comme une explication importante de la dégradation de la compétitivité de l'industrie vis-à-vis de l'Allemagne dans les années 2000. L'amélioration de cette compétitivité depuis 2012 change la donne.

Les consommations intermédiaires en services représentent une part toujours plus importante de la valeur ajoutée de la production manufacturière française. Toutefois, l'évolution récente des coûts du travail dans les services, en particulier dans les services abrités, a joué en faveur de la France : durant les années 2010, ils ont connu une augmentation plus rapide en Allemagne, réduisant ainsi l'écart observé durant la décennie précédente. L'industrie française a donc rétabli une part de sa compétitivité-coût vis-à-vis de l'Allemagne, sans que l'on n'observe une variation de ses niveaux de prix à l'export, ce qui est cohérent avec le rétablissement de ses marges entre 2010 et 2015. Cela permettrait de faciliter le renforcement de l'offre et la montée en gamme de l'industrie française.

<https://www.la-fabrique.fr/fr/publication/cout-des-consommations-intermediaires-lindustrie-francaise-reprend-pied-face-a-lallemagne/>

FRANCE _ EMPLOI

Tableau de bord - Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire au 31 mai 2021

DARES _ DGEFP _ POLE EMPLOI

2021, juin, 23 p., dernière édition

La Dares publie chaque mois, en collaboration avec la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et Pôle emploi, un suivi d'indicateurs sur la situation sur le marché du travail dans le contexte de la crise sanitaire issue de la pandémie de Covid-19. Ces indicateurs sont issus de l'exploitation de données journalières ou hebdomadaires et fournissent des informations sur l'activité partielle (ou chômage partiel), les restructurations, les inscriptions à Pôle emploi, les contrats aidés, les offres d'emploi en ligne, les demandes d'aides enregistrées pour les emplois francs, les prêts garantis par l'Etat (PGE). - <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications>

Activité et conditions d'emploi de la main-d'oeuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 - Synthèse des résultats de l'enquête flash – mai 2021

DARES _ INSEE

2021, juin, 19 p.

L'enquête Acemo spéciale Covid, réalisée chaque mois par la Dares avec l'appui de l'Insee, interroge les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole sur leur situation et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre.

→ En avril, du fait du durcissement des mesures sanitaires et de la mise en place d'un confinement à partir du 3 avril, l'activité se dégrade. 12% des salariés travaillent dans une entreprise très fortement touchée - à l'arrêt complet ou en baisse d'activité de plus de 50% - contre 9% le mois dernier et 11% en novembre. Cette dégradation concerne surtout le secteur du commerce, affecté par la fermeture des commerces dits "non essentiels", l'hébergement-restauration, les arts, spectacles et activités récréatives et le secteur des transports et de l'entreposage. En conséquence, le recours à l'activité partielle progresse fortement en avril.

Au total, le montant d'allocation des salariés au titre des heures chômées pris en charge par l'État et l'Unédic s'élèverait en avril à 2,0 milliards d'euros. - <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/tableaux-de-bord/le-marche-du-travail-pendant-le-covid-19/enquete-acemo-pendant-la-crise-sanitaire-covid-19/>

FRANCE _ QUESTIONS SOCIALES

Avis du Comité d'alerte n° 2021-2 sur le respect de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie

COMITE D'ALERTE SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES D'ASSURANCE MALADIE

CHARPY, Christian _ CORDIER, Alain _ TAVERNIER, Jean-Luc

2021, N°2021-2, mai, 7 p.

Le comité d'alerte émet, de manière apériodique, un avis sur le constat comptable de l'ONDAM, fondé sur les comptes des régimes d'assurance maladie. Il analyse notamment l'impact des mesures conventionnelles et celui des déterminants conjoncturels et structurels des dépenses d'assurance maladie. Le risque de dépassement est jugé sérieux si son ampleur prévisible est supérieure à un seuil fixé par décret et qui ne peut excéder 1%.

<https://www.securite-sociale.fr/la-secu-en-detail/comptes-de-la-securite-sociale/les-avis-du-comite-dalerte>

FRANCE _ SAVOIR & INNOVATION

Évaluation du Crédit d'impôt recherche - Rapport CNEPI 2021

Les impacts du crédit impôt recherche sur la performance économique des entreprises (Rapport IPP N°33)

La R&D des groupes français et le CIR (Etude Neoma Business School)

Évaluation économique du renforcement du CIR : Exercice de simulation avec le modèle NEMESIS (Seureco-Erasme)

COMMISSION NATIONALE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES D'INNOVATION _ FRANCE STRATEGIE _ INSTITUT DES POLITIQUES PUBLIQUES _ NEOMA BUSINESS SCHOOL _ SEURECO ERASME

HARFI, Mohamed _ LALLEMENT, Rémi

2021, juin, multip.

Le précédent avis de la CNEPI (Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation), publié en mars 2019, avait notamment montré que le CIR a dans l'ensemble conduit les entreprises déjà bénéficiaires à accroître leur niveau de dépenses de R&D d'un montant à peu près équivalent à la dépense fiscale additionnelle. Ce second avis étudie si cet effet d'additionnalité sur la R&D a conduit à améliorer la performance économique en France pour les entreprises concernées, y compris pour les entreprises n'ayant commencé à bénéficier du CIR qu'après la réforme de 2008, et si a amélioré l'attractivité de la France pour l'implantation ou le développement de centres de R&D d'entreprises françaises et étrangères.

La CNEPI conclut que l'impact du CIR a été positif sur les PME et les microentreprises, mais non significatif statistiquement pour les ETI et les grandes entreprises, pour les entreprises entrées dans le dispositif avant 2008. Quant aux entreprises entrées dans le dispositif après 2008, les études dénotent des gains de performance économique (investissement, chiffre d'affaires et exportations). Mais le lien entre ces gains et le CIR reste difficile à confirmer, car il s'agit d'entreprises plutôt petites et jeunes et donc a priori relativement dynamiques.

Une simulation macroéconomique complémentaire conclut que le surcroît de dépenses d'innovation est favorable à la croissance. "L'impact sur la période 2008-2030 est d'autant plus important qu'est élevé le levier de dépenses de R&D additionnelles par euro de CIR, retenu comme hypothèse". Concernant l'attractivité du site France, le CIR a probablement contribué à accroître depuis une quinzaine d'années les dépenses de R&D des multinationales françaises en France par rapport à l'étranger. Mais il n'a pas contrecarré la détérioration de l'attractivité du site France pour la localisation de la R&D des entreprises multinationales étrangères.

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/evaluation-credit-dimpot-recherche-rapport-cnepi-2021>

FRANCE _ FINANCES PUBLIQUES

Projet de loi de finances rectificative pour 2021

PROJET DE LOI DE FINANCES (Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance) 2021, N°4215, juin, 145 p.

Le projet de loi de finances rectificative pour 2021 a pour principal objectif de financer les dispositifs d'urgence, à hauteur de 15,5 Md€, visant à faire face à la crise Covid. Le PLFR prévoit 14 Md€ d'aides supplémentaires, comprenant l'ouverture de crédits budgétaires de 9,8 Md€ sur la mission "Plan d'urgence face à la crise sanitaire", auxquels s'ajoutent 4,2 Md€ sur la mission "Plan de relance" pour l'activité partielle de longue durée.

À ces aides s'ajoutent 2,6 Md€ de crédits supplémentaires en prêts et prises de participations de l'État. Le PLFR accompagne également la mise en œuvre du plan de relance engagé à l'été 2020, avec le redéploiement de crédits entre programmes (à enveloppe totale inchangée). Il assure aussi notamment, dans le cadre du budget "ordinaire" (hors urgence et relance), par des mesures ciblées, un soutien aux entreprises et aux collectivités pendant la période de transition vers la sortie de crise. - <https://www.budget.gouv.fr/reperes/budget/articles/presentation-du-projet-de-loi-de-finances-rectificative-plfr-pour-2021-en>

Avis n° HCFP-2021-3 relatif au premier projet de loi de finances rectificative pour 2021

HAUT CONSEIL DES FINANCES PUBLIQUES

2021, N°2021-3, mai, 20 p., publié le 2 juin

Selon le Haut Conseil, la prévision de croissance du Gouvernement pour 2021 (+ 5%), inchangée depuis le programme de stabilité d'avril, est "réaliste", et les autres prévisions (emploi, inflation, etc.) plutôt prudentes. En revanche la référence dans le PLFR à la loi de programmation de janvier 2018 est "dépassée", qu'il s'agisse du scénario macroéconomique ou de finances publiques. Le solde structurel présenté dans ce cadre par le Gouvernement se dégraderait de 5 points entre 2020 et 2021 pour s'établir à - 6,3 points de PIB en 2021. Le solde structurel prévu en 2021 serait ainsi dégradé de 5,1 points par rapport à celui inscrit dans la loi de programmation de janvier 2018.

Le Haut Conseil souligne que les données présentées dans ce PLFR témoignent de la situation très dégradée des finances publiques de la France en 2021. La dette publique augmenterait de 20 points de PIB entre 2019 et 2021, pour atteindre plus de 117 points de PIB. Il appelle à nouveau à "la plus grande vigilance" concernant la soutenabilité des finances publiques. - <https://www.hcfp.fr/liste-avis/avis-ndeg2021-3-projet-de-loi-de-finances-rectificative-ndeg1>

FRANCE _ ECONOMIE THEORIQUE & METHODE

EpiCov : cinq questions sur une enquête inédite à propos de la crise sanitaire

INSEE

BECK, François _ SILLARD, Patrick

2021, juin, Billet du Blog de l'Insee

Pour mesurer la dynamique de propagation de l'épidémie du Covid 19 et son impact sur les conditions de vie de la population, l'Inserm et la Drees, avec l'appui de l'Insee et de Santé publique France, ont créé de toutes pièces une enquête ad hoc intitulée EpiCov. Innovante à plusieurs titres, celle-ci a notamment combiné la réponse à un questionnaire et un auto-prélèvement sanguin en vue d'un test sérologique. Les auteurs présentent les apports de l'Insee à EpiCov et les premiers résultats de l'enquête. Le premier volet de l'enquête Epicov a notamment permis de constater un effet cumulatif des inégalités sociales : les personnes qui habitent dans des communes de forte densité, dans des logements surpeuplés et qui ont travaillé à l'extérieur lors du premier confinement sont aussi celles qui ont été les plus contaminées par le virus.

<https://blog.insee.fr/epicov-cinq-questions-sur-une-enquete-inedite-a-propos-de-la-crise-sanitaire/>

FINANCE

Prévisions Financières juin 2021 : Au tour de l'Europe

ARTUS, Patrick

PREVISIONS FINANCIERES (Natixis) 2021, juin, 29 p.

Prévisions Natixis pour les marchés financiers, monétaires, obligataires et les taux de change, assorties de recommandations aux investisseurs.

→ Les tableaux de prévisions, auparavant séparés, ont été intégrés dans le document.

Accès public : <https://research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/page?code=RESEARCH>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

Rexecode